

Non-indigènes et indigènes

Ruhengeri



7734



R. M. P.

# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Supplément  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résident à Kigali

Police de (f)

Vu les pièces de l'instruction à charge de M. KISTEN, préqualifié, dénom. le prison  
de Kigali,

prévenu de délit d'ap. par env. (Décret du 30/4/22 C.R.U. 11-16-22  
art. I et 28.-

Vu l'ordonnance en date du 21 mai 1951  
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. .... agréé par  
nous. (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 21 mai 1951 ;  
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté  
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 5 juin 1951

Supplément  
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda

Police de

D. KISTEN,

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.